

Iran – EU: La France face aux limites de son action diplomatique

Publié dans le numéro 63 de la LettreM.

Le 7 janvier 2020, le Président Emmanuel Macron s'entretenait au téléphone avec son homologue iranien Hassan Rouhani. L'entretien, qui a duré une heure selon le cabinet du Président iranien, intervenait après une série de contacts engagés par Paris avec ses partenaires internationaux (Russie, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne) et régionaux (Turquie, Arabie saoudite, Emirats Arabes Unis, Irak). Il était axé sur les implications de l'assassinat de Qassem Soleimani sur la sécurité régionale et sur l'accord sur le nucléaire conclu avec l'Iran. Le Président français, dont les milieux suggéraient ce même jour le maintien des forces françaises en mission auprès des forces irakiennes, était à ce jour le seul dirigeant d'un pays occidental à s'être entretenu directement avec Hassan Rouhani après l'assassinat par les Américains du chef militaire iranien à Bagdad. Une posture avancée certes, mais qui ne garantit pas à la France le rôle de médiateur qu'elle aurait pu viser en d'autres circonstances.

Suffisamment réaliste pour ne pas se risquer dans une nouvelle tentative de médiation entre Téhéran et Washington qui n'aurait pratiquement aucune chance d'être acceptée dans le contexte actuel, la France choisit d'être solidaire avec ses alliés sans s'aligner encore pour le moment sur les positions américaines. Elle se garde une marge vis-à-vis de l'Iran (ce qui lui permet d'ailleurs de maintenir le contact avec ses dirigeants au plus fort de la crise), et vis-à-vis de la Russie aussi, tout en cherchant à montrer à ses partenaires arabes sa capacité à préserver une certaine indépendance, sinon une autonomie d'action, vis-à-vis des Etats-Unis.

Pour la France, le leitmotiv aujourd'hui est de préserver la stabilité de la région, de **poursuivre la guerre contre le terrorisme** tout en assurant la sécurité des troupes françaises engagées sur la zone, et de **poursuivre la lutte contre la prolifération nucléaire** maintenant que l'Iran choisit de s'affranchir de toute limite à l'enrichissement de l'uranium. Ces défis paraissent insurmontables aujourd'hui, alors que le Moyen-Orient est à nouveau profondément déstabilisé à la suite de l'assassinat le 3 janvier 2020 du général iranien Qassem Soleimani que la France n'aurait pas approuvé... si seulement elle avait été consultée... Pourtant, Paris affirme, par la voix de son Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, qu'« **il y a toujours de la place pour la diplomatie** »...

La France a-t-elle les moyens d'agir et de se faire entendre ? A-t-elle les moyens de préserver ses propres intérêts dans ce tumulte ?

Nouveau round de confrontation entre l'Iran et les Etats-Unis

Le Moyen-Orient est entré dans une nouvelle phase de confrontation entre l'Iran et les Etats-Unis, une confrontation directe, sans intermédiaires, mais une confrontation qui pourrait

provoquer de nombreux dommages collatéraux. Le Président Donald Trump maintient la pression, annonce l'élaboration d'une banque de données de 52 cibles qui seront visées en cas de nouvelles agressions iraniennes. Les Iraniens et leurs proxys adoptent un discours toujours plus radical, promettant des représailles douloureuses allant jusqu'à chasser les Etats-Unis de la région à partir de l'Irak. Pour le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Jawad Zarif, qui intervenait au Tehran Dialogue Forum le 7 Janvier 2020, « le compte à rebours a commencé » pour les forces américaines au Moyen-Orient...

Trump, qui affirmait (dans un tweet le 6 janvier 2020) que « l'Iran n'aura jamais l'arme nucléaire », pourrait préparer la voie à une renégociation du deal nucléaire avec Téhéran « si l'Iran veut commencer à se comporter comme un pays normal » (propos de sa Conseillère Kellyanne Conway, le 6 janvier 2020).

U.S. President Donald Trump is confident he could still renegotiate a nuclear deal with Tehran. Asked if Trump believes he can still get Iran to negotiate a new nuclear agreement, White House adviser Kellyanne Conway told reporters: "He said he's open. If Iran wants to start behaving like a normal country... sure, absolutely."

Solidaire avec les alliés, ouverte sur les autres

A l'annonce de l'élimination par les Etats-Unis du chef de la Brigade al-Qods des Pasdarans Qassem Soleimani et avec lui le numéro deux des Forces de Mobilisation Populaire irakiennes Abou Mahdi al-Mohandis, à Bagdad, la France a immédiatement appelé les diverses parties à la retenue. Pour la France, « **la priorité doit aller à la poursuite de l'action de la Coalition internationale contre Daech** » en vue d'« assurer une victoire durable contre le terrorisme dans toute la région ». Dans le communiqué publié par le Quai d'Orsay à l'issue de l'entretien téléphonique entre le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian et le Secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo le 3 janvier 2020, Paris appelle aussi l'Iran à « revenir rapidement au plein respect de ses obligations nucléaires et à s'abstenir de toute nouvelle action contraire ». Emmanuel Macron, qui reste focalisé sur le dossier libyen qui l'a discuté au téléphone, le 3 janvier toujours, avec les Présidents russe et turc Vladimir Poutine et Recep Tayyep Erdogan, a voulu rebondir sur l'affaire Soleimani pour mettre en exergue **la capacité de proposition et d'action de la France en temps de crise**.

Dans le communiqué publié le 3 janvier 2020 à l'issue de l'entretien Macron-Poutine, l'Elysée a indiqué que le Président français « a rappelé l'attachement de la France à la souveraineté et à la sécurité de l'Irak et à la stabilité de la région » et qu'il a « souligné la nécessité que les garants de l'accord de 2015 restent étroitement coordonnés pour **appeler l'Iran à revenir rapidement au plein respect de ses obligations nucléaires** et à s'abstenir de toute provocation ». Dans ce communiqué de l'Elysée, le premier qui aborde le dossier irakien et iranien à l'issue de l'assassinat de Soleimani, « le Président de la République a insisté sur la priorité qui demeure la lutte contre le terrorisme islamiste et réaffirmé son plein engagement dans la Coalition internationale contre Daech ». Le communiqué présidentiel annonce que les deux Présidents français et russe « sont convenus de rester en contact étroit au cours des prochains jours pour éviter une nouvelle escalade dangereuse des tensions et appeler toutes les parties à la retenue ».

Dans le communiqué publié à l'issue de l'entretien Le Drian-Pompeo, le Quai d'Orsay annonçait que « le Président de la République et le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères s'entreprendront dans les prochaines heures avec l'ensemble de leurs partenaires régionaux et internationaux à ce sujet ». Pour marquer son désaccord avec le risque que fait

prendre à la région le Président Donald Trump en ordonnant l'élimination du chef militaire iranien, la France a estimé que cela rendrait le monde « moins sûr », ce qui a aussitôt provoqué Washington qui a réagi par la voix de Mike Pompeo en affirmant en direct sur *CNN* : « *The French are just wrong about that* ». Cette prise de position de la France, mal acceptée par l'administration Trump, n'est pas sans rappeler les positions russe et chinoise qui dénoncent l'action américaine comme étant « déstabilisante » pour la région.

Alors qu'il entrait en contact téléphonique avec ses partenaires internationaux et régionaux, après l'élimination de Soleimani, parmi lesquels les Ministres des Affaires étrangères de France, d'Allemagne, et de Grande-Bretagne, Pompeo se déchaînait contre les Européens sur *Fox* en ces termes, et en leur reprochant de ne pas avoir été suffisamment utiles :

“The Europeans haven't been as helpful as I wish that they could be. The Brits, the French, the Germans all need to understand that what we did, what the Americans did, saved lives in Europe as well”.

L'assassinat de Soleimani : se démarquer de Washington ou s'en rapprocher ?

Dans le Golfe, la France poursuit une stratégie distincte de celles poursuivies par Washington et Moscou pour sécuriser le trafic maritime. Elle le fait au nom de l'Europe, et parvient à y associer des partenaires régionaux dont les Emirats Arabes Unis notamment. Avec la mission de surveillance maritime européenne dans le détroit d'Ormuz, opérationnelle cette année, qu'elle a initiée, la France s'érige en une « **puissance d'équilibre** ». Selon un communiqué de presse du Ministère des Armées (30 décembre 2019), l'enjeu de cette initiative française à laquelle adhèrent des partenaires européens est de « protéger les intérêts européens, sans pour autant encourager une escalade, dans cette région où les tensions montent, avec le désengagement croissant de l'Iran de l'accord de Vienne, et les récentes attaques contre des personnels américains de la coalition contre Daech en Irak ».

Avec l'affaire Soleimani, la France voit une opportunité pour jouer les intermédiaires entre les Etats-Unis et l'Iran, en vue d'agir pour contenir tout risque d'une escalade incontrôlée. Ses partenaires régionaux (*Riyad dont le Ministre d'Etat aux Affaires étrangères Adel al-Jubeir s'est entretenu le 3 janvier 2020 avec Jean-Yves Le Drian ou Abou Dhabi dont le Prince héritier Mohammad Ben Zayed Al Nahyan s'entretenait le 04 janvier 2020 avec le Président Macron tout comme le Président irakien Barham Saleh*), la retrouvent pour appeler eux aussi à la retenue et à éviter l'escalade.

« Le Président de la République s'est entretenu ce matin avec le prince-héritier d'Abou Dhabi, S.A Mohamed bin Zayed. Ils ont partagé leur préoccupation concernant la situation en Irak et sont convenus d'agir ensemble auprès de toutes les parties prenantes pour éviter une escalade dangereuse des tensions dans la région ». Communiqué de l'Elysée (4 janvier 2020)

Les Français agissent en se démarquant des Américains lorsqu'ils redoutent les conséquences dramatiques de l'assassinat de Soleimani, y compris sur leurs propres intérêts et y compris la sécurité dans le détroit d'Ormuz et celle des unités françaises déployées en Syrie. Ils le font tout en rappelant à l'ordre en même temps l'Iran qu'ils pressent de revenir au plein respect de ses engagements nucléaires. Ils le font aussi en étant réactifs, engageant immédiatement des contacts avec leurs partenaires régionaux et internationaux dont leurs partenaires européens et la Russie, et avec Washington bien évidemment aussi, et en rappellent les priorités de la

communauté internationale en matière de guerre contre le terrorisme de Daech et de respect des engagements en matière de lutte contre la prolifération nucléaire.

Le 4 janvier 2020, le Président Emmanuel Macron déclarait dans un tweet @EmmanuelMacron :

« L'escalade des tensions au Moyen-Orient n'est pas une fatalité. La France a deux priorités que je partage avec l'ensemble des dirigeants concernés que je contacte : la souveraineté et la sécurité de la région ; la lutte contre le terrorisme de Daech. Rien ne doit nous détourner de ces objectifs ».

Lors de son entretien téléphonique le 5 janvier avec le Président Donald Trump, Macron lui a exprimé « **la solidarité de la France** » et rappelé « la nécessité que l'Iran mette un terme » aux activités déstabilisatrices de la force d'al-Qods. Dans le communiqué publié par l'Élysée à l'issue de l'entretien avec Trump, il est dit que le Président Macron « a marqué la détermination de la France à travailler aux côtés de ses partenaires régionaux et internationaux à l'apaisement des tensions ».

« Face à la récente montée des tensions en Irak et dans la région, le Président de la République a souligné son entière solidarité avec nos alliés face aux attaques perpétrées ces dernières semaines contre les emprises de la Coalition en Irak. Il a exprimé sa préoccupation concernant les activités déstabilisatrices de la force Al Qods sous l'autorité du Général Qassem Soleimani, rappelé la nécessité que l'Iran y mette maintenant un terme et s'abstienne de toute mesure d'escalade militaire susceptible d'aggraver encore l'instabilité régionale » Communiqué de l'Élysée (5 Janvier 2020).

Dans une déclaration conjointe, le 6 janvier 2020, le Président français Emmanuel Macron, la Chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre britannique Boris Johnson, condamnaient les attaques contre la Coalition en Irak et appelaient à la désescalade. Solidaires avec les pays de la Coalition contre Daech dont ils font partie, et donc avec les États-Unis qui en coordonnent l'action, ils se disent **préoccupés par le rôle négatif joué par l'Iran dans la région** et l'invitent à s'abstenir de toute action violente ou de prolifération.

Nous avons condamné les récentes attaques contre les emprises de la coalition en Irak et sommes gravement préoccupés par le rôle négatif joué par l'Iran dans la région, en particulier par la force Al Qods sous l'autorité du Général Soleimani.

La désescalade est maintenant nécessaire. Nous appelons toutes les parties à agir avec retenue et responsabilité. Le cycle actuel de violences en Irak doit s'arrêter.

Nous appelons en particulier l'Iran à s'abstenir de toute action violente ou de prolifération et lui demandons instamment de revenir en pleine conformité avec ses engagements dans le cadre du Plan d'action global commun (JCPoA).

Nous rappelons notre attachement à la souveraineté et à la sécurité de l'Irak. Nous réaffirmons également notre engagement à poursuivre le combat contre Daech, qui reste prioritaire. La préservation de la coalition est à cet égard décisive. Nous appelons les autorités irakiennes à continuer de lui fournir tout l'appui nécessaire.

Nous sommes prêts à poursuivre le dialogue avec toutes les parties prenantes afin de contribuer à l'apaisement des tensions et au rétablissement de la stabilité dans la région. Communiqué conjoint Macron-Merkel-Johnson (6 Janvier 2020).

Une puissance d'équilibre ?

En pleine crise, la France se pose en « une puissance d'équilibre ». Pense-t-elle pouvoir offrir une trop ambitieuse « troisième voie » aux partenaires arabes de Washington lesquels tout en condamnant les violences contre les intérêts américains en Irak veulent à tout prix éviter d'être happés par un nouveau cycle de violences dont ils feraient les frais (*même les dirigeants saoudiens, qui dépêchent à Washington et à Londres le vice-Ministre de la Défense le prince Khaled Ben Salman Ben Abdulaziz, affichent leur « neutralité » dans l'affaire Soleimani lorsqu'ils affirment n'avoir pas été prévenus au préalable du projet d'assassinat du chef militaire iranien*) ? Pense-t-elle être en mesure de tenter une nouvelle médiation entre Téhéran et Washington ? Se fera-t-elle accepter, à nouveau, dans ce rôle ? Rien n'est moins sûr pour le moment. Par contre, ce qui est sûr, c'est que la France croit encore aux chances d'engager des négociations entre Téhéran et Washington, comme l'affirmait le 6 Janvier 2020 son Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian (*BFMTV*). Selon lui, « il y a toujours de la place pour la diplomatie », surtout que « les deux parties doivent s'engager dans un processus de négociations » car « personne ne veut la guerre » et « tout le monde dit qu'il faut arrêter l'escalade ».

La Suisse assure le contact diplomatique entre Téhéran et Washington. Le Qatar est déjà engagé dans une tentative de médiation entre l'Iran et les Etats-Unis. Son Ministre des Affaires étrangères s'est donc rendu à Téhéran à cette fin. L'émirat paraît le mieux placé, cette fois, pour mener une médiation entre Téhéran et Washington. La Turquie aussi, dont les bases reprendront leur importance aux yeux des Américains s'ils perdaient définitivement l'Irak, et avec laquelle l'Iran a de nombreux intérêts économiques et géopolitiques. Le Sultanat d'Oman tente lui aussi de reprendre son traditionnel rôle d'intermédiaire entre les deux pays, sans succès pour le moment d'autant que le sultan Qabous est affaibli plus que jamais. Son émissaire, parti à Téhéran le 4 janvier 2020, en est revenu bredouille. Le sultanat reste toutefois mobilisé sur ce front comme l'affirmait le 7 janvier 2020 son Ministre en charge des Affaires étrangères Youssef Ben Aloui dans son intervention devant le *Tehran Dialogue Forum* (organisé par le Ministère iranien des Affaires étrangères à Téhéran). L'Allemagne se dit disposée, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères, à engager des discussions directes avec les Iraniens pour contenir l'escalade. D'autres acteurs régionaux et internationaux, comme le Japon qui menait sa propre médiation avant cette crise entre Washington et Téhéran, pourraient se joindre à leur tour à ces efforts.

Malgré la tentation de plusieurs acteurs de proposer leurs services, et en dehors peut-être du Qatar et de la Turquie (*l'Emir Tamim Ben Hamad Al Thani et le Président Recep Tayyep Erdogan ont examiné ensemble, le 5 Janvier 2020, la situation en Irak et en Libye*), ou encore du Japon (*dont le Premier ministre Shinzo Abe s'apprête à effectuer une tournée régionale : Arabie saoudite, EAU, Oman*) et d'Oman éventuellement, les chances de succès d'une quelconque médiation entre Américains et Iraniens paraissent aujourd'hui pratiquement nulles. C'est aussi valable pour la France (et pour l'Europe d'ailleurs aussi) qui pourrait, à défaut d'être en mesure de mener une véritable médiation entre Téhéran et Washington dans le contexte actuel, agir de concert avec ses partenaires régionaux et internationaux, pour maintenir la tension, et les risques de représailles de part et d'autre, sous les seuils tolérables... C'est ce que

font d'ailleurs le Président Macron et son MAE Jean-Yves Le Drian, comme pour **maintenir la France visible et présente, malgré les limites évidentes de son action diplomatique...**

Cela leur permettrait d'éviter de s'aligner automatiquement sur les positions américaines et de maintenir le contact avec l'Iran et ses alliés et partenaires. Cela leur permettrait de faire le point sur le devenir de la Coalition internationale contre Daech « qui n'est pas morte, loin de là » selon les propos de Jean-Yves Le Drian (le 6 janvier 2020 sur *BFMTV*), et de reconsidérer, éventuellement, la place de la France et le modus operandi des forces françaises engagées au Levant et qui risquent désormais d'être privées du soutien américain à partir de l'Irak notamment. Enfin, en n'adhérant pas totalement aux vues américaines, la France (et avec elle l'Europe) pourrait espérer sauver ce qui reste du JCPoA, surtout qu'elle reçoit des signaux encourageants de la part de l'Iran et de son Ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif qui affirmait, en annonçant la décision de son pays de s'affranchir de toute limite à l'enrichissement d'uranium, qu'il respecte le JCPoA et poursuit son entière coopération avec l'AIEA. Abbas Araghchi, vice-Ministre iranien des Affaires étrangères pour les Affaires politiques, est encore plus explicite sur ce point lorsqu'il affirme (7 janvier 2020) que l'Iran est prêt à revenir au respect total du JCPoA.